



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

hôpitaux

Question au Gouvernement n° 1774

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Jacques Blanc. (Huées sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. Jacques Blanc. Mes chers collègues, j'ai été élu au premier tour, et je ne dois pas mon élection à des triangulaires, moi ! (Applaudissements sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants et du groupe du Rassemblement pour la République. - Huées et protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Je souhaite m'adresser à Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité.

La semaine dernière, notre collègue Gatignol interpellait le Gouvernement sur les problèmes (Huées sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste)...

M. le président. Chut !

M. Jacques Blanc. Monsieur le président, moi, j'attends ! On ne me fera pas ce que fait le maire de Montpellier, qui m'enlève le micro ! (Huées sur les mêmes bancs.)

M. Jacques Baumel. Monsieur le président, où est la démocratie ?

M. Jacques Blanc. La semaine dernière, notre collègue Gatignol, au nom de Démocratie libérale, interpellait le Gouvernement sur la situation des hôpitaux. (Mêmes mouvements.)

Un député du groupe socialiste. C'est Martinez qui parle !

M. le président. Chut !

M. Jacques Blanc. Pour toute réponse, on l'a renvoyé aux agences régionales d'hospitalisation.

M. Christian Bataille. Lepéniste !

M. Jacques Blanc. Depuis, la grogne monte dans les hôpitaux. Jamais - je dis bien jamais - on n'a vu les conseils d'administration de l'Assistance publique - hôpitaux de Paris, des hôpitaux de Marseille, de Rouen, de Montpellier rejeter leur budget. Jamais autant d'interrogations n'étaient apparues. A Montpellier, l'ensemble du corps médical, des infirmières et des personnels administratifs ou de services ont décrété une grève de deux jours (Claquements de pupitres sur divers bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants)...

Un député du groupe Démocratie libérale et Indépendants. Y'en a marre !

Plusieurs députés du groupe du Rassemblement pour la République. Intervenez, monsieur le président !

M. Jacques Blanc. ... et ont défilé avec l'ensemble des élus, dont le maire de Montpellier et moi-même, président de la région - et on ne peut pourtant pas parler de connivence entre nous ! C'est dire que nous sommes devant un vrai drame, une véritable angoisse...

M. Christian Bataille. L'angoisse, c'est vous !

M. Jacques Blanc. ... et un vrai problème. C'est d'un réel choix de société qu'il s'agit. (Interruptions sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Jean Bardet. Que faites-vous, monsieur le président ? C'est scandaleux !

M. Lucien Degauchy. Intervenez, monsieur le président !

M. Jacques Blanc. Madame le ministre, accepterez-vous de revoir les enveloppes budgétaires et d'accorder des rallonges pour que les hôpitaux puissent vivre. Il y a là un enjeu majeur.

M. Didier Boulaud. L'enjeu majeur, c'est le Front national !

M. Jacques Blanc. Car il y va non seulement du climat social, mais aussi, et c'est un médecin qui parle, de la qualité des soins dans l'ensemble du système hospitalier français. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants, du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.) Nous n'acceptons pas, quant à nous, que cette qualité des soins soit remise en cause. Nous refusons qu'on prenne le risque que les hôpitaux meurent (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert) ou qu'on y meure ! (Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants, du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.) Donc, que cela plaise ou non à certains, j'affirme que l'Assemblée nationale tout entière se devrait de se mobiliser pour redonner espoir à tous ceux qui, dans les hôpitaux, sont au service des malades. (Huées et claquements de pupitres sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. Jean Bardet. C'est scandaleux ! Que fait le président ?

M. Jean Auclair. Il est complice !

M. Jacques Blanc. Quand le directeur des hospices civils de Lyon déclare qu'il ne pourra pas faire face à l'augmentation mécanique des salaires - sans parler des problèmes posés par les 35 heures, qu'évoquait tout à l'heure un de nos collègues -, quand on voit des directeurs d'hôpitaux (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Protestations sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants et du groupe du Rassemblement pour la République.)...

M. le président. Un peu de silence, s'il vous plaît. Voulez-vous conclure, monsieur Blanc ?

M. Jacques Blanc. Monsieur le président, encore faudrait-il que je puisse m'exprimer. (Applaudissements sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants, du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. Christian Bataille. Vous êtes un ami de Le Pen !

M. le président. Voulez-vous conclure, s'il vous plaît ?

M. Jacques Blanc. Je conclus en demandant au Gouvernement s'il est conscient des responsabilités qui sont les siennes, et en lui rappelant qu'il a lui-même voulu garder la haute main sur tout le secteur sanitaire. Quelles mesures entend-il prendre pour que vivent nos hôpitaux ? (Applaudissements sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants, et sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance. - Huées sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité.

Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité. Monsieur le président, je suis heureuse de voir (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)...

Plusieurs députés du groupe du Rassemblement pour la République. A notre tour de crier comme eux !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. Criez donc ! Vous feriez mieux d'aller travailler dans votre hôpital, monsieur le professeur Bardet, plutôt que de hurler ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Vives protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. Christian Bergelin. C'est honteux !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. Je suis heureuse de voir que la droite s'intéresse enfin à l'hôpital public ! (Mêmes mouvements sur les mêmes bancs.) Quand nous sommes arrivés au pouvoir, l'hôpital public avait été étranglé: 1 % d'augmentation en 1997. Depuis, nous avons augmenté les budgets des hôpitaux de 7%. L'Assistance publique - Hôpitaux de Paris avait un budget en baisse de 0,34 % quand nous sommes arrivés. Il est aujourd'hui en augmentation de plus de 1%. Voilà la réalité ! Ne prenez donc pas vos désirs pour des réalités, monsieur le député. A la question de savoir qui soutient l'hôpital public, les personnels comme les médecins connaissent la réponse: c'est la majorité actuelle. (Mêmes mouvements sur les mêmes bancs.)

M. Lucien Degauchy. Et c'est pour ça qu'ils sont en grève !

M. François d'Aubert. Et les personnels des urgences ?

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. Les personnels des urgences aussi le savent, car nous avons passé un accord avec eux.

Qui ne sait tout ce que nous devons à l'hôpital public ? Qui ne sait la place que nous lui donnons ? Il est au coeur de notre système de santé. Mais il est nécessaire, il est essentiel d'évoluer si nous voulons prendre en compte les besoins de la population tout en réduisant les inégalités régionales. Cela, les personnels le comprennent, quels que soient les propos démagogiques que vous puissiez tenir !

Croyez bien que le Gouvernement est attentif à tous les conflits, qu'ils aient lieu à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, à Montpellier - où Georges Frêche ne vous a pas attendu pour me parler de ce dossier -, à Rouen ou ailleurs. Mais sachez aussi une chose: les personnels des hôpitaux n'acceptent pas la démagogie !

(Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance, et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Ils souhaitent que nous les aidions - et c'est ce que nous faisons - à mieux répondre aux besoins de la population, à réduire les inégalités et à remplir le rôle central qui est le leur dans notre système de santé. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [M. Jacques Blanc](#)

Circonscription : Lozère (2^e circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1774

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 décembre 1999, page 11245

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 22 décembre 1999